**Sélection de dépêches AFP**

**Juin 2015 – Novembre 2016**

**PARIS, 2 juin 2015 (AFP) -** L'évacuation du campement de La Chapelle à Paris, où

plus de 350 migrants étaient installés sous le métro aérien, a commencé lundi matin

sous l'oeil de nombreux médias.

Après avoir bloqué le quartier, les forces de l'ordre ont tiré du sommeil les migrants,

essentiellement des Soudanais mais aussi des Érythréens, Somaliens ou Égyptiens, qui

s'entassaient depuis des mois dans des tentes de fortune.

Échoués dans ce quartier populaire du nord de Paris, après un parcours souvent

chaotique, ces hommes seuls pour la plupart, mais aussi des familles avec enfants,

survivaient dans des conditions d'hygiène très dégradées.

Vers 06H30, ils ont été rassemblés dans le calme attendant de grimper dans une

dizaine de bus, chargés de les emmener vers des centres d'hébergement de la région

parisienne, a constaté une journaliste de l'AFP.

Vers 09H00, les bus quittaient le site les uns après les autres tandis que des

manifestants criaient "solidarité avec les réfugiés".

"On est inquiets, on nous dit qu'on va les héberger pendant quelques jours mais on ne

sait pas du tout ce que ça va donner, d'autant plus que certains sont en situation

irrégulière", a témoigné à l'AFP Christiane, une retraitée du quartier.

"Ca se passe dans le calme", a commenté sur place Pascal Julien, conseiller EE-LV de

Paris dans le 18e, "le point négatif est que les solutions ne sont pas sérieuses", a-t-il

poursuivi, expliquant que certains seraient hébergés à la "Boulangerie", une ancienne

caserne parisienne, une solution de "court terme".

L'évacuation, qui devrait durer jusqu'en milieu de matinée, était attendue depuis

l'affichage, au cours du week-end, d'un arrêté demandant aux occupants du

campement de quitter les lieux sous 48 heures.

- Risque d'épidémie -

Selon un diagnostic mené sur place jeudi par les pouvoirs publics et des associations,

environ 160 personnes pouvaient demander l'asile et 200 étaient "en transit" pour

d'autres destinations, notamment la Grande-Bretagne et le nord de l'Europe.

Des représentants de France Terre d'Asile et Emmaüs étaient présents mardi matin. "Si

on est là, c'est une garantie que ça se passe bien", a affirmé le directeur général de

France Terre d'asile Pierre Henry, estimant toutefois qu"'il serait beaucoup mieux de

prévenir ce genre de situations" par un "travail avec les associations".

Apparu l'été dernier entre les stations de métro Barbès et La Chapelle, le campement

avait brusquement grossi au mois d'avril, dans le sillage, selon les associations, des

arrivées de migrants sur les côtes italiennes au printemps.

La détérioration des conditions sur place avait rendu la situation intenable, compte tenu

de l'absence de structures sanitaires, de la promiscuité, et de l'arrivée de nouveaux

exilés.

Le préfet de police Bernard Boucault avait évoqué un "risque d'épidémie" tandis que

l'Agence régionale de Santé avait souligné des risques de dysenterie et des cas de gale.

Le camp était aussi, selon la préfecture, le théâtre de rixes et de trafics divers.

Le démantèlement de ce camp répond à une "exigence sanitaire", a appuyé mardi la

ministre des Affaires sociales Marisol Touraine.

Le préfet de police avait assuré que l'opération serait accompagnée "de propositions

d'hébergement individualisées".

"Les femmes avec enfants relèvent de l'aide sociale à l'enfance de la ville" et les

demandeurs d'asile des centres d'accueil ou Cada, avait-il détaillé. Pour les autres, en

transit ou ne voulant pas demander l'asile, "une mise à l'abri temporaire" sera

proposée, avait-il ajouté.

La ville de Paris devait loger dans des hôtels 74 personnes dont les mineurs présents

sur le camp. L'emplacement devait être ensuite nettoyé et une veille assurée sur le site,

a-t-on indiqué de source proche de la mairie.

"On suivra le dossier", a assuré sur place le directeur général d'Emmaüs solidarité,

Bruno Morel, "il ne faut pas que ce genre de campement se reconstitue d'ici quelques

jours"

Migrants: dix jours après son ouverture, le centre d'accueil parisien en vitesse de croisière

**AULNAY-SOUS-BOIS, 3 juin 2015 (AFP) -** "Je suis désorienté ici": comme des dizaines d'autres

migrants évacués mardi du campement parisien de La Chapelle, Abdo s'est vu proposer un

hébergement à l'hôtel pour quelques nuits. Mais son objectif reste clair: la Grande-Bretagne, où il est

prêt à faire "n'importe quelle sorte de boulot".

"Je n'ai rien mangé depuis hier. J'ai pris cinq euros et je suis sorti acheter un peu de pain et de l'eau",

témoigne en arabe Abdo Aderrahim, un Soudanais de 18 ans, en montrant un sac qui laisse deviner

une boule de pain et une bouteille en plastique.

"Les repas sont trop chers à l'hôtel et je n'ai presque plus d'argent", ajoute ce jeune homme venu du

Darfour qui explique difficilement ne parler ni français, ni anglais.

Depuis mardi soir, Abdo est logé avec une vingtaine d'autres migrants à l'hôtel Formule 1 d'Aulnaysous-

Bois, un gros cube posé dans une zone industrielle, au milieu des entrepôts. Il faut marcher vingt

minutes pour trouver un commerce. Le grondement des moteurs rappelle la présence de l'autoroute A3

toute proche.

Le garçon aux cheveux courts, accompagné d'un compagnon arrivé avec lui de La Chapelle, explique

qu'il logeait depuis quatre jours sous une tente dans le campement, avant d'arriver dans cet hôtel.

Malgré les conditions épouvantables du campement, l'évacuation le déstabilise un peu: "Je me sentais

en sécurité là-bas, maintenant je suis désorienté. Il y avait des associations, des gens qui s'occupaient

de nous, nous fournissaient des vivres, des vêtements ... "

- Deux semaines pour venir de Lampedusa -

Un bénévole du Secours populaire repart de l'hôtel dépité. "Je suis venu pour aider, on a des

vêtements, de la nourriture", explique-t-il sans donner son nom. "Mais le directeur n'a pas voulu me

dire combien de personnes il y avait. Il doit me rappeler".

L'établissement accueille régulièrement des migrants envoyés par le 115, le numéro d'urgence pour

l'aide aux sans-abri.

Abdo explique avoir travaillé pendant deux ans et demi en Libye "où il y avait beaucoup de travail

après la chute de Khadafi", afin d'accumuler un petit pécule qui lui a permis de payer un passeur. "J'ai

pris une barque en Libye, jusqu'à Lampedusa, il y avait environ 200 personnes à bord. Nous avons mis

sept heures pour traverser", se souvient-il. Arrivé le 14 mai à Lampedusa, il s'est rendu en Sicile, puis

il a traversé l'Italie, avant de remonter vers Paris via le point frontière de Vintimille.

Il n'a pas vu sa mère et ses trois frères depuis qu'il est parti mais sait qu'ils ont réussi à quitter le

Darfour.

L'avenir? Ce n'est pas l'endroit où il dormira la semaine prochaine qui le préoccupe. Hébergement ou

pas, il ne restera pas en France. "Mon objectif, c'est de me rendre en Grande-Bretagne", explique-t-il.

"Je n'ai rien, mais je suis prêt à faire n'importe quelle sorte de boulot".

PARIS, 5 juin 2015 (AFP) - Plusieurs dizaines de migrants qui s'étaient installés devant l'église

Saint-Bernard, dans le XVIIIe arrondissement de Paris, ont été évacués par les forces de l'ordre, a

constaté une journaliste de l'AFP sur place.

Vers 16H00, gendarmes mobiles et policiers ont raccompagné dans un climat confus les clandestins,

par petits groupes de trois ou quatre, à l'intérieur de la station de métro La Chapelle.

Aucune interpellation n'a eu lieu, a-t-on indiqué de source policière, en précisant qu'il s'agissait d'une

éviction avec accompagnement au métro.

Mais une heure après le début de l'opération, la station de métro a commencé à être évacuée et

plusieurs dizaines de migrants en ressortaient accompagnés par les gendarmes mobiles, a-t-on

constaté.

"Nous sommes des personnes pacifiques, des demandeurs d'asile. Nous demandons des papiers. Nous

demandons que nos droits soient respectés. Nous ne sommes pas des chiens", proteste Nimaga Youba,

arrivé du Mali il y a six mois.

"On n'a pas un endroit où dormir, on n'a rien à manger", ajoute-t-il.

Une vingtaine de migrants se sont introduits dans un centre sportif, d'où ils ont été délogés par les

gendarmes, sous les huées d'une cinquantaine de manifestants, des militants associatifs scandant

"solidarité avec les réfugiés".

"Les gendarmes sont arrivés" place Saint-Bernard, "ils ont encerclé le quartier, ont fait entrer les gens

dans le square" en face de l'église, a indiqué l'un d'entre eux qui n'a pas voulu donner son identité.

La situation s'est tendue lorsque les clandestins et des manifestants ont investi la chaussée, où certains

ont été pris à partie par des automobilistes furieux de voir la circulation bloquée.

A la suite de cette altercation, un migrant a été menotté et emmené par les gendarmes mobiles, a-t-on

constaté.

"Ils les ont dispersés pour qu'il n'y ait pas de groupe, de solidarité, c'est honteux", a affirmé Charlotte

Trilleaud, une riveraine.

"Le but, c'est de disperser le problème, qu'il n'y ait surtout pas de campement visible. Ils viennent pour

vivre normalement, pour travailler, il faut les laisser circuler", s'est aussi indigné Dante Bassino, adjoint

PCFen charge du logement du 10e arrondissement.

A l'issue de l'opération, les migrants n'étaient plus présents sur place. Une dizaine de matelas avaient

été entassés et des associatifs rangeaient l'eau et les vivres qu'ils avaient préparées à leur intention.

Selon un militant, les clandestins étaient une centaine dans le square, et jusqu'à 250 jeudi dans la

soirée sur la place où une distribution de vivres avait été organisée.

PARIS, 9 juin 2015 (AFP) - Anne Hidalgo (PS) a affirmé mardi sur BFMlV être

favorable à la création d'un centre d'accueil pour les migrants, où ils pourraient décider

s'ils veulent ou non demander l'asile en France.

"Face à l'afflux auquel nous sommes confrontés, je pense qu'il faut ouvrir un centre, un

lieu", a déclaré le maire de Paris, au lendemain de l'évacuation musclée d'un

campement près de la Halle Pajol (XVIIIe).

Ce lieu pourrait accueillir les migrants qui hésitent à demander l'asile en France

"pendant une durée de l'ordre d'une quinzaine de jours peut-être, qui leur permette de

se poser, de réfléchir, de faire ce travail avec les associations pour voir si elles

demandent le droit d'asile en France ou pas".

Comme Mme Hidalgo l'a rappelé, les réfugiés qui obtiennent le droit d'asile doivent en

jouir dans le pays où ils l'ont demandé; certains préfèrent le demander dans d'autres

pays où ils ont de la famille.

Interrogée sur le sort devant être réservé aux migrants qui ne demandent pas l'asile,

Mme Hidalgo a répondu que certains faisaient l'objet de "reconduites à la frontière".

"II Y a aussi des personnes qui ont les moyens, ou récoltent des moyens pour aller

rejoindre leurs familles, on sait qu'il y a pas mal de réfugiés qui ont de la famille en

Grande-Bretagne", a-t-elle ajouté.

Le maire de Paris a reconnu que les images de l'évacuation de lundi étaient

"troublantes", et affirmé qu'il fallait "condamner les violences", tout en appelant à ne

"pas exploiter de façon politicienne cette situation".

"Les migrants ne peuvent pas dormir dehors alors qu'il y a des places d'hébergement

( ... ) Ce n'est pas une bonne chose de mener des combats symboliques en leur disant

de rester sur le trottoir", a-t-elle affirmé.

**PARIS, 9 juin 2015 (AFP) -** L'ancien Premier ministre François Fillon a expliqué

mardi soir que les Français attendaient que le gouvernement "renvoie les clandestins

chez eux" au lieu "d'organiser un tour de l'I1e-de-France".

"Ce qu'attendent les Français du gouvernement, ce n'est pas qu'il organise un tour de

l'I1e-de-France pour les clandestins, c'est qu'ils les renvoient chez eux", a-t-il dit lors

d'un discours à Paris devant les adhérents et des parlementaires réunis pour son

mouvement Force Républicaine.

"Le problème a été déplacé, il n'a pas été résolu", a-t-il affirmé. L'installation d'un

campement comme sous la ligne de métro à La Chapelle à Paris peut selon lui se

reproduire "à tout moment".

La polémique s'est poursuivie mardi sur la gestion des migrants à Paris, associations et

partis de gauche dénonçant la "brutalité" du gouvernement, qui les accuse en retour de

"démagogie" .

PARIS, 10 juin 2015 (AFP) - La chef de file de la droite parisienne Nathalie Kosciusko-Morizet s'est

déclarée opposée à l'idée d'Anne Hidalgo de créer un centre d'accueil pour les migrants, mercredi sur

RTL.

"J'(y) suis opposée. Je trouve que ce n'est pas une bonne idée, parce que c'est un nouveau Sangatte à

Paris et on a vu ce que cela donnait. Créer un centre de transit, c'est créer un lieu de fixation, c'est

créer un appel d'air", a affirmé la numéro 2 des Républicains.

Pour éviter la création de campements sauvages en plein Paris, l'ancienne ministre préconise de

recourir aux solutions de "droit commun". "II Y a des centres d'hébergement, il y a des associations, on

peut renforcer les places en centre d'hébergement ( ... ) Créer un centre de transit, cela créera un appel

d'air et ne résoudra pas le problème", a-t-elle estimé.

Interrogée sur les conditions de l'évacuation du campement de la Halle Pajol, lundi soir, Nathalie

Kosciusko-Morizet a reconnu qu'il "y avait (eu) des images choquantes". Mais "ce qui est choquant

c'est d'avoir laissé trainer les choses si longtemps et moi je trouve que la mairie de Paris est très

responsable", a-t-elle ajouté.

De manière plus générale, Mme Kosciusko-Morizet a reproché au gouvernement de ne "pas se battre

au niveau européen pour réformer la politique de l'immigration" et "avoir une politique efficace et un

minimum commune aux frontières".

La maire de Paris Anne Hidalgo a proposé mardi sur BFMTVla création d'un centre d'accueil pour les

migrants, où ces derniers pourraient rester "une quinzaine de jours", le temps de décider ou non de

demander l'asile en France.

Elle a souligné la diversité des situations, avec des migrants qui peuvent et veulent demander le droit

d'asile en France, et peuvent dès lors "être pris en charge dans un circuit très protecteur", et d'autres

qui ne le souhaitent pas, préférant demander l'asile dans un autre pays de l'Union européenne.

PARIS, 10 juin 2015 (AFP) - L'ex-ministre Cécile Duflot (EELV) a dénoncé, dans une

lettre ouverte à François Hollande, publiée sous forme de tribune dans Le Monde de

jeudi, un Waterloo moral" de la politique vis-à-vis des migrants, et exhorté à "résister

au vent mauvais de la xénophobie", suscitant de vives protestations du gouvernement,

au PSet dans son propre parti.

Ainsi, pour le coprésident des députés écologistes, François de Rugy, la députée de

Paris exprime "une sensibilité personnelle qui est tout à fait respectable" mais

"l'approche morale de l'immigration, parfaitement compréhensible, ne résout pas tout".

Dans sa tribune, où elle interpelle directement le chef de l'Etat, la députée écologiste

s'est indignée de l'évacuation d'un campement de migrants lundi, dans un quartier nord

de Paris. "Pourquoi un tel acharnement contre de pauvres gens?", a-t-elle demandé, en

pointant "les gaz lacrymogènes alors utilisés", "les images de migrants embarqués de

force dans des rames de métro".

"Toute la gauche a en mémoire les tristes événements de 1996 quand la droite au

pouvoir n'hésitait pas à pourchasser les migrants jusque dans les églises", écrit Cécile

Duflot, en allusion à l'évacuation de l'église Saint-Bernard à Paris.

"Nous ne pensions pas alors que le désarroi et la colère qu'il nous faisait ressentir, nous

les ressentirions un jour sous un gouvernement de gauche. Avons-nous donc perdu et

la tête et le coeur pour ne pas voir que nous faisons fausse route? A force de professer

un pseudo-pragmatisme, nous ne réglons pas les problèmes concrets et nous perdons

la bataille des valeurs. Notre politique des migrations est un Waterloo moral", poursuit

l'élue parisienne.

"Cessons d'être tétanisés par l'influence de l'extrême droite dans le champ politique",

écrit-elle, car "penser que nous pouvons nous soustraire au monde commun en

construisant une Europe forteresse est un mythe excluant, un mensonge halluciné, une

fiction dangereuse".

Cette charge de l'élue écologiste n'a pas été du goût du gouvernement.

La politique du gouvernement "en matière de migrations est ferme, juste et humaine",

a assuré le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

"Evidemment, personne n'imagine qu'il y ait un nouveau Sangatte dans Paris", a-t-il

tranché, en référence au vaste camp proche de Calais où étaient regroupés

durablement des migrants candidats au passage vers la Grande-Bretagne.

"A moins que Mme Duflot, qui est députée de Paris, ne propose tout simplement que

dans sa circonscription, on regroupe tous les immigrants qui sont aujourd'hui dans les

rues", a glissé M. Le Guen, lui-même élu de Paris.

Le dossier des migrants a fait d'ailleurs l'objet d'une réunion après le conseil des

ministres, avec Manuel Valls ainsi que les ministres de la Santé et de l'Intérieur, Marisol

Touraine et Bernard Cazeneuve, a-t-on indiqué de source gouvernementale.

Aucune précision n'a été donnée sur le contenu des discussions.

**PARIS, 11 juin 2015 (AFP) -** Les 150 à 200 personnes, dont une petite centaine de migrants, qui occupaient depuis la fin d'après-midi jeudi une caserne désaffectée à

Paris ont quitté les lieux peu après 23h00 pour regagner des centres d'hébergement, a

constaté une journaliste de l'AFP.

Après quelques heures de négociations, les migrants ont accepté la proposition des

responsables de la mairie de Paris de loger 110 personnes dans quatre sites, un à

Nanterre (Hauts-de-Seine) et trois dans le centre de Paris, a-t-on appris auprès de

participants aux discussions.

Ils sont sortis du bâtiment vers 23H10 pour gagner deux bus qui devaient ensuite les

acheminer vers les centres d'hébergement où ils pourront rester "jusqu'en début de

semaine prochaine", a-t-on indiqué à la mairie de Paris.

"C'est une victoire pour les migrants. Ils vont être logés, nourris et soignés. Certains en

ont besoin. Mais la question des migrants n'est pas résolue ce soir (jeudi)", a estimé

Emmanuelle Becker, conseillère de Paris (PCF).

"Je suis soulagé, mais je n'ai aucune idée de ce qui va se passer après", a confié Ali, un

Soudanais.

Les migrants et leurs soutiens avaient investi vers 18H30 la caserne Château-Landon,

près de la gare de l'Est (Xe arrondissement), après avoir quitté le jardin associatif du

"Bois Dormoy" où ils avaient trouvé refuge depuis la nuit de lundi à mardi. Certains de

ces migrants sont dans l'errance depuis le 2 juin et le démantèlement du campement

de La Chapelle.

En début de soirée, une centaine de manifestants massés à l'extérieur pour afficher leur

soutien ont provoqué quelques échauffourées avec les forces de l'ordre.

Certains ont tenté de pénétrer dans le bâtiment à l'aide d'échelles et les CRSont lancé

deux charges avec gaz lacrymogène, vers 21H30 et 22H00, pour les mettre hors de

portée de l'édifice, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ils ont essuyé des projectiles lancés depuis la rue mais aussi depuis les fenêtres par des

occupants, dont certains sont des "éléments violents", selon la Préfecture de police

(PP).Un policier a été "sévèrement blessé à un oeil" par une pierre, a indiqué la PP.

Dès le début de l'occupation, la mairie de Paris et le gouvernement avaient pointé les

dangers de cette caserne, fragile car à l'abandon depuis une dizaine d'années. Sa cour

ne servait plus que pour des distributions de repas de l'Armée du Salut.

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve et la maire de Paris Anne Hidalgo avaient

également fustigé dans un communiqué commun certains soutiens des migrants, "des

individus irresponsables" qui, "depuis plus d'une semaine, instrumenta lisent

cyniquement la situation dramatique dans laquelle se trouvent les migrants à des fins

purement politiciennes".

Ces "individus irresponsables se sont interposés et ont fait évacuer le bus dans lequel

les migrants avaient pris place (dans l'après-midi pour rejoindre des logements, ndlr),

pour leur faire gagner une caserne désaffectée et insalubre", ont-il déploré, en appelant

à "une attitude de responsabilité".nO •.l."."nnnor"

PARIS, 18 juin 2015 (AFP) - La maire de Paris CPS)Anne Hidalgo a déclaré jeudi sur

France Inter vouloir "pousser les murs" des hébergements d'urgence pour les migrants,

le plan présenté par le gouvernement allant "dans le bon sens" mais n'étant

"certainement pas suffisant".

Mme Hidalgo n'a pas évoqué la création du centre d'accueil temporaire annoncé le 9

juin, mais a déclaré vouloir "élargir les capacités d'hébergement d'urgence"

conformément au plan migrants annoncé mercredi par le gouvernement.

"Je ne veux voir personne dormir dans l'indignité sur les trottoirs parisiens" a ajouté la

maire de Paris, en estimant néanmoins que le plan du gouvernement de créer plus de

10.000 places d'hébergement supplémentaires ne serait "certainement pas suffisant",

même s'il constitue "un pas important" et "va dans le bon sens".

Mme Hidalgo a déclaré que la Mairie devait "prendre sa part" dans l'hébergement des

migrants, en coopération avec l'Etat, les associations, auxquelles elle "veut rendre

hommage" et la population parisienne, "qui a porté secours avec beaucoup de

solidarité" aux migrants.

Mme Hidalgo a par ailleurs dénoncé "l'intervention musclée" des forces de police à la

Halle Pujol lundi 15 juin, en ajoutant "avoir été choqué par ces images"

**PARIS, 19 juin 2015 (AFP) -** Quelque 200 migrants qui campaient depuis quelques jours au jardin

d'Eole à Paris (XVIIIe arrondissement), ont été évacués en bus, dans le calme, vendredi pour des

centres d'hébergement de la région parisienne, a constaté l'AFP.

L'opération menée conjointement par la mairie de Paris et le ministère de l'Intérieur, sans forces de

police, a commencé en début de matinée et s'est terminée à la mi-journée.

Une dizaine de cars et mini-bus ont emmené 226 migrants, originaires pour la plupart d'Érythrée et du

Soudan, vers six centres d'hébergement. Cinq de ces centres se trouvent dans Paris intra-muros et un

dernier à Pantin (Seine-Saint-Denis).

"226 hébergements ont été mobilisés. A notre connaissance, personne n'est resté sur place mais une

dizaine ou une vingtaine de migrants sont arrivés après" et n'ont pas été pris en charge, a déclaré à

l'AFP Mathias Vicherat, le directeur de cabinet de la maire de Paris Anne Hidalgo.

Cette opération a été menée dans le cadre du plan annoncé par le gouvernement mercredi, pour tenter

de répondre à l'engorgement des structures d'accueil, alors que de plus en plus de migrants fuient les

crises ou la pauvreté en Afrique et au Moyen-Orient.

Ce plan dosant accueil des réfugiés et fermeté face à l'immigration irrégulière prévoit la création de

plus de 10.000 places d'hébergement supplémentaires pour les migrants.

Cette "opération humanitaire s'est déroulée dans d'excellentes conditions", ont écrit le ministre de

l'Intérieur Bernard Cazeneuve et la maire de Paris dans un communiqué commun.

Un examen de "la situation individuelle" des migrants sera effectué dans les centres d'hébergement.

"Ils pourront demander l'asile en France s'ils le souhaitent", est-il ajouté.

Bruno Morel, directeur général d'Emmaüs solidarité, a jugé "satisfaisant que toutes ces personnes

puissent dormir dans des conditions dignes et plus dehors" comme c'était le cas depuis huit jours.

"Là, il n'y a pas de police, personne n'est obligé de partir et ça change tout", a pour sa part jugé Anne

Souyris, présidente du groupe écologiste au conseil de Paris, pendant l'évacuation. "II faut que les gens

soient hébergés en toute confiance".

Quelque 150 autres migrants vivent dans un autre campement à Paris, dans le quartier de la gare

d'Austerlitz. "Ils devraient aussi faire l'objet d'une offre d'hébergement dans les jours qui viennent", a

indiqué une source proche du dossier pour qui "le problème est loin d'être terminé: des migrants

arrivent tous les jours de Calais".

**PARIS, 29 juil 2015 (AFP) -** Une opération visant à évacuer un campement

d'environ 200 migrants, essentiellement Erythréens et Soudanais, a commencé dans le

calme mercredi matin rue Pajol (XVIIIe arrondissement) à Paris, a constaté un

journaliste de l'AFP.

Des équipes regroupant des représentants des services sociaux de la Ville de Paris, de

l'Ofpra, de France Terre d'Asile ou encore d'Emmaüs allaient à leur rencontre pour leur

proposer d'intégrer l'un des dix centres d'hébergement parisiens ou l'un des neuf de la

petite ceinture prévus pour les accueillir, a indiqué un représentant de la mairie de

Paris.

L'opération a débuté peu après 07h30 quand ces équipes ont réveillé les occupants du

campement, dont une cinquantaine de personnes dormant dehors sur des matelas en

mousse.

Aucune force de l'ordre n'était visible alentour, où stationnaient une dizaine de cars

prévus pour emmener ces migrants.

"Je veux m'excuser de vous réveiller si tôt, nous sommes aujourd'hui ici avec la mairie

de Paris et des associations qui vous aident car nous pensons que votre dignité fait que

vous ne devriez pas dormir ici", leur a expliqué le directeur général de l'Office français

de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), Pascal Brice.

"Nous savons que vous avez enduré des moments très difficiles avant d'arriver ici", a-til

ajouté, déclenchant les applaudissements d'une partie des migrants.

Pour Mohamed Sellah, un Erythréen de 25 ans, "c'est une bonne nouvelle. Aujourd'hui

je vais avoir un hébergement. Personne n'aime dormir dans la rue."

"Je n'ai rien ici, ça fait 19 jours que je dors dans la rue. Je suis venu en France pour

être en sécurité, c'est ça que je recherche, après je verrai ce que je peux faire", dit-il

alors qu'il déambule avec deux oreillers dans les bras.

Les solutions d'hébergement proposées sont garanties pour "un mois minimum" le

temps que les migrants décident de déposer ou non une demande d'asile en France,

selon un représentant de la mairie de Paris.

"S'ils n'acceptent pas la solution de logement, on verra après", a-t-il expliqué, précisant

que l'opération visait à "appliquer une décision de justice, le but c'est d'évacuer

l'espace".

Pour le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Pierre-Henry Brandet, "c'est une

opération de mise à l'abri dans la lignée de celles qui se sont faites depuis début juin et

qui nous ont permis de mettre à l'abri 1.000 migrants et de les insérer dans un

parcours de demande d'asile".

Les évacuations de campements de migrants dans Paris se sont multipliées depuis

début juin, à La Chapelle (477 personnes le 2 juin), de la caserne de Château-Landon

(114 le 11 juin), du Jardin d'Eole (226 le 19 juin) et déjà de l'esplanade de la Halle

Pajol (203 le 9 juillet), selon les chiffres préfectoraux.

Au total, 1.020 migrants ont reçu des propositions d'hébergement d'urgence dans 21

centres de Paris et de la région. Quelque 623 de ces migrants sont toujours hébergés

dans le cadre du dispositif d'urgence, selon M. Brandet. Près de 350 autres sont

accueillis en centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) ou "sortis du dispositif"

volontairement, selon le préfet selon le préfet de Paris et d'I1e-de-France.

Plus de 100.000 migrants et réfugiés, originaires essentiellement d'Afrique

subsaharienne et du Moyen-Orient, sont arrivés en Europe depuis le début de l'année

via la Méditerranée.

PARIS, 3 août 2015 (AFP) - La mairie de Paris "n'envisage pas" l'expulsion de la centaine de

migrants qui occupe depuis vendredi un lycée hôtelier désaffecté à Paris, a annoncé lundi le premier

adjoint Bruno Julliard.

"Nous n'envisageons pas d'expulsion, même si les locaux ne sont pas adaptés", a déclaré Bruno Julliard

lors d'une conférence de presse. Il a précisé qu'une équipe technique de la ville allait se rendre sur

place prochainement pour "vérifier la salubrité et la sécurité" du lieu.

L'adjoint a cité l'attitude "constructive" des migrants lors d'une rencontre avec des élus vendredi et la

politique municipale d'''accueil'' et de "solidarité" pour justifier le refus de recourir aux forces de l'ordre,

"même si cette occupation s'est faite dans l'illégalité".

Après avoir occupé le local de l'association féministe Ni putes ni soumises (NPNS), les migrants ont

investi vendredi en fin d'après-midi l'ancien lycée hôtelier désaffecté, situé rue Jean Quarré (XIXe

arrondissement).

Bruno Julliard a indiqué qu'en attendant d'être converti en médiathèque, le site ferait partie d'une liste

de "bâtiments intercalaires", dont est propriétaire la ville de Paris "qui ne seront pas occupés pendant

un certain temps" et seront proposés à l'Etat pour l'hébergement d'urgence.

Ces lieux "intercalaires" constitueraient une alternative aux centres d'hébergement existants, occupés

aujourd'hui à "100%".

La mairie de Paris a indiqué que les services de l'Etat ont créé un peu moins de 1.300 places

d'hébergement d'urgence depuis début juin, mais qu'elle ne disposait pas actuellement d'estimation du

nombre de migrants présents dans la capitale.

Depuis début juin, les évacuations de campements de migrants se multiplient dans le nord de Paris.

Des propositions de relogement sont faites aux clandestins, le temps d'examiner leur demande d'asile.

Mais de nouveaux arrivants se réinstallent souvent dans la foulée dans les sites évacués.

Mercredi dernier, un campement de 240 autres migrants, essentiellement érythréens et soudanais,

avait été évacué dans le calme rue Pajol, dans le nord de Paris. La mairie de Paris a assuré que tous

ses occupants ont été "hébergés et accompagnés".

Plusieurs centaines de migrants, 340 selon M. Julliard, sont également installés sous la Cité de la mode

et du design, à proximité de la gare d'Austerlitz.

PARIS, 5 août 2015 (AFP) - La Chapelle, La Halle Pajol, Austerlitz ... autant de noms

familiers pour les Parisiens évoquant les campements de migrants: depuis début juin,

les évacuations se sont multipliées dans la capitale, avec toujours la même

interrogation: et après? Où accueillir ces exilés?

Le départ des "opérations humanitaires" a été donné le 2 juin, à 06H30, avec

l'évacuation par les forces de l'ordre des 350 migrants installés depuis des mois sous le

métro aérien à La Chapelle.

Apparu l'été dernier, le campement avait brusquement grossi au mois d'avril, dans le

sillage des arrivées de migrants sur les côtes italiennes au printemps. La capitale n'est

parfois qu'une étape sur le chemin de Calais avant le Royaume-Uni, eldorado fantasmé

pour ces exilés, érythréens, éthiopiens, soudanais ou afghans.

Symbole des campements parisiens, l'endroit a donné son nom à un comité de soutien

aux migrants, "La Chapelle en lutte".

Depuis, les évacuations se sont succédé.

Improvisés dans des espaces publics ou désaffectés, souvent insalubres, ces

campements ressemblent à des bidonvilles: tentes de fortune, matelas et cartons sales,

rats, conditions d'hygiène dégradées qui multiplient les risques de maladies comme la

gale et la dysenterie.

Le 11 juin, une centaine de migrants sont contraints de quitter la caserne désaffectée

de Château-Landon près de la gare de l'Est. Plus de 200 personnes sont également

évacuées du jardin d'Eole (XVIIIe arrondissement), une semaine après. Le 9 juillet,

c'est au tour des 200 migrants de la Halle Pajol de partir. Trois semaines plus tard,

nouvelle évacuation de 240 personnes au même endroit.

A chaque fois, la mairie de Paris a assuré que tous s'étaient vu proposer d'intégrer l'un

des 21 centres d'hébergement d'I1e-de-France (dont huit à Paris), et que les services de

l'Etat ont créé 1.300 places d'hébergement d'urgence depuis début juin.

- Pousser les murs -

Dernier local occupé "illégalement", un lycée hôtelier désaffecté dans l'est de Paris, rue

Jean Quarré (XIXe arrondissement). Quelque 150 personnes y ont élu domicile et "La

Chapelle en lutte" se prend à rêver d'en faire un centre d'accueil pérenne.

"Nous n'envisageons pas d'expulsion", a déclaré le premier adjoint de la mairie de

Paris, Bruno Julliard, mais "les conditions dans le lieu ne sont pas dignes pour en faire

un lieu d'hébergement durable".

Valérie Osouf, bénévole de "La Chapelle en lutte", explique que "certains migrants

refusent des hébergements parce qu'ils sont trop insalubres, soit isolés en banlieue. Ils

sont hébergés quelques jours puis remis dehors. Ils reviennent ensuite par leurs

propres moyens à Paris, dans leur camp d'origine".

"Paris n'a pas la capacité d'ouvrir des places en plus. Nous avons poussé les murs",

plaide Sophie Brocas, secrétaire générale de la préfecture de région, rappelant qu'un

hébergement "tout le temps de la procédure de dépôt d'une demande d'asile" est

proposé à chacun.

PARIS, 10 sept 2015 (AFP) - Le maire de Paris, Anne Hidalgo (PS), a annoncé jeudi l'ouverture de

sept nouveaux centres d'hébergement à Paris et dans les Hauts-de-Seine, pour accueillir au total 460

migrants, qui s'ajouteront aux 1.450 déjà pris en charge depuis début juin.

"Paris va poursuivre son action volontariste, en soutenant la création de sept nouveaux centres

d'hébergement", a affirmé Mme Hidalgo, au cours d'une réunion à l'Hôtel de Ville avec des élus (dont le

candidat PSà la région I1e-de-France Claude Bartolone) et des représentants de l'État, des services

municipaux, des associations et du monde culturel.

Six de ces centres seront aménagés dans des bâtiments vacants appartenant à la Ville dans les Ille,

Xe, XIIIe, XVe, XIXe et XXe arrondissements. Un septième, réservé aux femmes isolées avec enfant,

sera ouvert dans un pavillon appartenant à la Ville de Paris situé à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine).

Ce bâtiment, une ancienne crèche, sera dédié aux femmes isolées avec enfant, un public fragile qui

nécessite d'être plus particulièrement protégé, a souligné la Ville. La mairie estime à environ 5% la

proportion de femmes parmi les populations migrantes -qu'il s'agisse de demandeurs d'asile ou de

personnes en transit.

Mme Hidalgo et la Fondation de France ont également lancé un "grand appel aux dons", en faveur des

associations qui oeuvrent auprès des réfugiés.

Des points de collecte seront mis en place dans les mairies d'arrondissement volontaires. Enfin, la

plateforme internet de participation citoyenne jemengage.paris sera mobilisée "pour faciliter la mise en

relation des citoyens et des associations".

Deux des centres ouvriront dès vendredi, les autres dans les semaines qui viennent.

Dans la liste figure le lycée Jean-Quarré, actuellement occupé par environ 300 migrants, selon la Ville.

Le bâtiment devra être évacué et faire l'objet de travaux avant d'être mis à disposition des réfugiés.

Selon une source proche de la mairie, le lycée Jean-Quarré est "actuellement la proie de problèmes de

drogue et de prostitution".

D'autres migrants pourraient être rapidement évacués -et relogés, a promis la mairie de Paris: les

quelque 400 qui campent sur le quai d'Austerlitz, parfois depuis un an, et la centaine qui squatte

depuis quelques jours aux abords de la mairie du XVIIIe arrondissement.

La Ville peut "aussi compter sur la mobilisation de l'AP-HP, qui consacrera une aile entière de l'hôpital

La Rochefoucauld (XIVe) à l'accueil de 80 réfugiés", indique-t-elle dans un communiqué.

PARIS, 16 sept 2015 (AFP) - Comment accueillir les réfugiés sans désavantager les sans-abri déjà

présents? Face à la pénurie récurrente de places pour l'hébergement d'urgence, des associations

s'inquiètent et promettent de rester vigilantes, tout en refusant de mettre en concurrence les deux

publics.

Alors que le parlement a débattu mercredi de l'accueil des réfugiés, on veille "à ce que les capacités

d'hébergement développées pour les réfugiés n'obèrent pas l'hébergement des autres publics

précaires", a expliqué Bruno Morel, directeur général d'Emmaüs Solidarité. "Ne faisons pas de tri.

L'hébergement est inconditionnel", rappelle-t-il.

Le Premier ministre Manuel Valls a annoncé une hausse de 250 millions d'euros des crédits dédiés "à

l'hébergement d'urgence et à la veille sociale" sur les douze mois à venir, dont 130 millions "dès le

mois prochain", assurant que la solidarité à l'égard des réfugiés ne devait "pas dégrader la situation dE

celles et ceux de nos concitoyens qui ont besoin d'être aidés".

Cette annonce intervient alors que les pouvoirs publics doivent prochainement déployer les places

d'urgence supplémentaires ouvertes chaque hiver pour les sans-abri.

Au coeur de l'été à Paris, rappelle Florent Gueguen, délégué général de la Fédération nationale des

associations de réinsertion sociale (Fnars), l'hébergement des migrants *évacués* de plusieurs

campements insalubres avait abouti "à une quasi mobilisation" de l'ensemble de ces places hivernales

"Cela nous a démontré que ces locaux sont disponibles toute l'année", et que les maintenir ouverts

même l'été, ce que les travailleurs sociaux réclament depuis longtemps, "c'est juste une volonté

politique", ironise-t-il.

Jean-François Carenco, préfet de Paris et de la région, a affirmé jeudi dernier "que la campagne d'hivE

se passerait bien" et que les réfugiés ne prendraient pas les places dévolues aux SDF.

Mais avec un dispositif d'accueil des sans-abri régulièrement saturé - près de la moitié de ceux qui ont

sollicité le numéro d'urgence 115 en 2014 n'ont jamais obtenu de places -, "il y a une montée des

inquiétudes sur la concurrence entre les publics", reconnait-il.

-'Concurrence entre migrants'-

D'autant que beaucoup d'associations, tout en soutenant et participant à l'accueil des réfugiés, se sont

étonnées de "la mobilisation des collectivités locales et de leur capacité à trouver du foncier. On

découvre aujourd'hui des capacités d'hébergement inutilisées qui n'existaient pas hier. Cela nous

interroge sur la transparence", souligne-t-il.

"Le risque, c'est que l'attention portée sur les réfugiés conduise à oublier les autres", insiste Christoph

Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre. "II ne faut pas que cela crée des files d'attente

supplémentaires" pour l'hébergement d'urgence. "On doit faire plus simultanément pour tous les

publics, pour ne pas les mettre en concurrence".

"L'extrême-droite prospère sur le discours des sans-abri français contre les réfugiés étrangers", ajoute

Florent Gueguen, "mais une proportion importante de la population du 115 est déjà composée de

migrants. C'est davantage une concurrence entre migrants que l'on craint, avec une priorité qui serait

donnée à certains, au détriment d'autres".

D'autant que face à la pénurie de places en centres d'accueil des demandeurs d'asile (Cada) - seuls

38% des demandeurs d'asile obtiennent une place en Cada -, de nombreux demandeurs d'asile sont

déjà accueillis dans le système d'hébergement d'urgence, souvent à l'hôtel. "L'accueil des réfugiés doit bénéficier d'une fluidité accrue, mais cette fluidité doit bénéficier à tous",

souligne Eric Pliez, directeur du Samu social de Paris et de l'association Aurore. "II faut des places de

Cada supplémentaires, mais aussi pour les demandeurs d'asile qui sont là depuis longtemps".

"Ouvrir de l'hébergement d'urgence pour les réfugiés, c'est bien, mais ça ne peut être qu'un sas

temporaire. Et ça coûte plus cher que des places en Cada" (42 euros par jour et par personne, contre

24 euros en Cada), insiste Florent Gueguen.

La France comptait 25.000 places de Cada en juin 2015 et 4.000 autres devaient être créées d'ici à la

fin de l'année. Mais cela reste insuffisant, face au niveau des demandes d'asile (environ 65.000 en

2014).

**PARIS, 17 sept 2015 (AFP) -** Deux campements occupés dans des conditions

indignes par plus de 500 migrants, dont un installé depuis des mois près de la gare

d'Austerlitz, en bord de Seine, étaient en cours d'évacuation dans le calme jeudi matin

à Paris.

Les opérations ont commencé à 06H00. Elles sont menées par des travailleurs sociaux,

essentiellement de la mairie de Paris et des ONG, sous la surveillance d'un dispositif

policier conséquent et devant de nombreux journalistes. Des traducteurs sont

également présents.

Ces évacuations surviennent au lendemain d'un débat à l'Assemblée sur l'accueil des

réfugiés, convoqué après la décision de François Hollande d'accueillir en urgence un

millier de réfugiés pour soulager l'Allemagne.

Le site du quai d'Austerlitz, dans le sud-est de Paris, regroupait quelque 400 personnes,

l'autre, sur le parvis de la mairie du XVIIIe arrondissement, dans le nord de la capitale,

environ 150.

Leurs occupants montent peu à peu dans des bus devant les emmener vers des centres

d'hébergement. Seize cars étaient positionnés aux abords de la gare d'Austerlitz, huit

dans le XVIIIe. Selon la mairie de Paris, chaque personne se voit proposer un

hébergement d'un mois minimum.

"Ce n'est pas une opération de police", insiste Jean-Sébastien Lamontagne, directeur de

cabinet du préfet de la région I1e-de-France, présent sur le site d'Austerlitz, évoquant

une opération de "mise à l'abri".

"L'objectif c'est d'aller au contact de ces personnes ( ... ) de les réveiller, de leur laisser

le temps de prendre leurs affaires", selon M. Lamontagne. Des documents leur sont

distribués en français, en anglais et en arabe.

Au campement de la mairie du XVIIIe, les migrants sont regroupés d'un côté de

l'édifice. On leur explique qu'ils vont être hébergés et qu'ils pourront ensuite faire une

demande d'asile.

Pascal Brice, de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra),

s'adresse à eux, chacune de ses phrases traduite en arabe et applaudie par les

migrants. "Des bus vont vous conduire dans des hébergements à Paris et autour de

Paris pour vous accueillir dignement ( ... ) Vous aurez de la nourriture et l'administration

viendra s'occuper de la situation de chacun d'entre vous" , leur dit-il.

En partant, certains font un au revoir de la main à travers les vitres du bus.

- "Des murs et un toit" -

"Je suis tellement content. La vie était dure ici. C'est pas humain. Je reprends espoir

même si c'est encore un peu flou", commente aussitôt Moussa, Soudanais de 28 ans.

Abderrahmane, 24 ans, lui aussi soudanais, sourit à l'idée de se "réveiller avec des

murs et un toit et pas sur un trottoir avec plein de gens qui (le) regardent".

Tous droits réservés - Reproduction et rediffusion interdites

La justice avait donné son feu vert vendredi dernier à l'évacuation du campement

d'Austerlitz, qui rassemblait tout récemment près de 200 tentes, autour du pont

Charles-de-Gaulle et jusqu'à la Cité de la mode et du design.

La maire de Paris, Anne Hidalgo CPS),avait alors assuré que des places avaient été

préparées pour mettre à l'abri ses occupants.

"Ce serait aberrant de dire +Ceux qui arrivent on les traite avec rapidité, et les autres

on les laisse dehors.+ Je veux les rassurer", avait-elle déclaré, alors que l'attention

s'est concentrée ces derniers jours sur les Syriens et Irakiens arrivés du sud de

l'Allemagne dans le cadre de l'engagement présidentiel d'accueillir en urgence un millier

de réfugiés pour soulager l'Allemagne.

Début juin, un autre campement installé sous la station de métro de La Chapelle, dans

le nord de Paris, avait été évacué, alors qu'il comptait lui aussi près de 400 personnes

installées dans des conditions indignes.

PARIS, 23 oet 2015 (AFP) - Plus de 700 migrants ont commencé à être évacués

dans le calme vendredi à l'aube du lycée désaffecté Jean-Quarré, le dernier grand

campement installé dans Paris, où ils vivaient depuis l'été dans des conditions

insalubres, pour être acheminés vers des centres d'hébergement.

Les policiers sont entrés vers 06H00 dans cet ancien lycée hôtelier du nord de la

capitale, d'où de nombreux migrants étaient déjà sortis d'eux-mêmes, bagages à la

main, tandis que les travailleurs sociaux et agents des services d'immigration étaient

présents à l'extérieur, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Au total 26 bus sont prêts pour les emmener vers quelque 900 places d'hébergement

préparées pour les accueillir, selon les travailleurs sociaux et les agents des services

d'immigration. Sous la surveillance d'un important dispositif de sécurité, les premiers

réfugiés ont pris place dans les bus vers 06H30.

"On n'a pas dormi de la nuit, on veut quitter", lançait un jeune migrant en français,

alors que l'évacuation n'avait pas encore commencé. A 05H30, ils étaient déjà plus

d'une centaine à attendre sur le trottoir à l'extérieur du lycée.

Le 26 septembre, la justice avait donné un mois aux occupants pour évacuer les lieux,

un austère bâtiment de quatre étages situé dans une impasse, dans un quartier

populaire du XIXe arrondissement de la capitale.

La nouvelle de l'évacuation attendue ce vendredi matin a circulé la veille. Chacun a

alors rassemblé ses maigres biens dans une valise, un sac à dos ou un sac en plastique.

"Et des papiers pour tous! Moins de policiers plus de papiers!", lancent certains avant

de monter dans les bus.

A la sortie de l'impasse, ils se bousculent pour sortir et monter dans un deuxième bus.

Les forces de l'ordre contiennent le groupe. "Prenez votre temps, tout le monde sera

logé", lance en anglais dans un mégaphone Pascal Brice, le directeur général de l'Office

français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

A l'intérieur du bâtiment, un Afghan fouille dans les matelas, récupère deux cahiers et

cherche en vain son téléphone. "C'est perdu", lance-t-il aux policiers qui l'ont laissé

remonter dans les étages et le pressent de redescendre.

Dans les étages vidés, les policiers forcent les portes fermées pour s'assurer que

personne ne reste à l'intérieur. La cour est noire de monde mais calme. Certains

manifestent cependant leur mécontentement devant les caméras: "J'aime pas la

France", crie l'un d'eux.

- "Urgence humanitaire" -

Le bâtiment avait été occupé le 31 juillet par les migrants, et sa population avait

rapidement grossi: d'une centaine début août, leur nombre est passé à 700 en

septembre - Soudanais, Afghans, Erythréens ... essentiellement des hommes, mais

également quelques femmes que la Ville de Paris a entrepris de mettre progressivement

à l'abri depuis plusieurs semaines.

Le lycée Jean-Quarré était le dernier gros campement de migrants installé dans Paris,

après l'évacuation de ceux installés sous le métro La Chapelle début juin et près de la

gare d'Austerlitz à la mi-septembre. Depuis, quelque 2.200 personnes ont été hébergées par l'Etat.

Les pouvoirs publics préparaient activement l'évacuation de ce campement devenu

ingérable en raison du nombre de personnes entassées dans les anciennes salles de

cours transformées en dortoirs et des conditions insalubres.

Depuis quelques jours, des distributions de repas étaient organisées dans l'enceinte du

lycée et la préfecture mettait de côté des logements en prévision de la mise à l'abri.

L'autogestion défendue par le collectif qui avait investi le bâtiment fin juillet pour y

reloger les migrants avait en effet rapidement atteint ses limites, malgré la solidarité

des riverains, avec des tensions débouchant régulièrement sur des rixes.

La semaine dernière le préfet de la région d'I1e-de-France et de Paris, Jean-François

Carenco, avait estimé que la situation était "compliquée" à Jean-Quarré, et qu'il y avait

"un certain nombre de personnes qui ont intérêt que ça se passe mal".

"Ils seront tous pris en charge. C'est une urgence humanitaire pour eux", constatait

vendredi matin sur place M. Carenco.

PARIS, 4 mars 2016 (AFP) - Le Défenseur des droits a "fermement" dénoncé

vendredi l'évacuation de migrants menée en juin dernier à la Halle Pajol à Paris, "sans

respect du cadre légal", et recommandé "que de telles interventions ne se renouvellent

pas".

Le 8 juin 2015, les forces de l'ordre avaient procédé à l'évacuation de migrants réunis à

la Halle Pajol, dans le XVIIIe arrondissement, "sous couvert, selon la version officielle,

d'une opération de contrôles d'identité, et afin, toujours selon la version officielle, de

permettre à ceux qui le souhaitaient de solliciter l'asile et d'obtenir un logement",

souligne le Défenseur des droits Jacques Toubon dans un communiqué.

Saisi par le Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), M. Toubon avait

ouvert une enquête le lendemain de cette évacuation.

Après plusieurs mois d'enquête, le Défenseur des droits "dénonce fermement", dans

son communiqué, "le traitement +sécuritaire+ plutôt qu'humanitaire de la situation, en

contradiction avec le respect des droits fondamentaux des personnes réfugiées" ainsi

que "le fondement de cette intervention - des contrôles d'identité - alors que cette

opération visait en réalité à évacuer les migrants présents".

A l'issue de l'opération, 45 des 84 migrants avaient été libérés et 39 avaient fait l'objet

d'une obligation de quitter le territoire, souligne ce communiqué, publié par un hasard

du calendrier alors que les forces de l'ordre évacuent une partie de la "Jungle" de

Calais.

M. Toubon souligne également que, "si le cadre légal d'une évacuation de terrain

occupé sans titre avait été respecté, cela aurait permis un accès aux droits" et

vraisemblablement aussi "une intervention plus sereine, sans recours à la force".

Face aux critiques qui s'étaient faites entendre jusque dans les rangs de la majorité, le

ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve avait à l'époque assuré que le gouvernement

avait agi "avec humanité".

PARIS, 2 mai 2016 (AFP) - Plus de 1.600 migrants ont été pris en charge lundi

matin lors de l'évacuation du campement qui s'était reformé sous le métro aérien

Stalingrad, dans le nord de Paris, un record alors que la capitale, qui demande à l'Etat

une "répartition territoriale équitable", a connu une vingtaine d'opérations de ce type

depuis un an.

"1.615 migrants" ont été mis à l'abri lors de cette opération, a indiqué la préfecture de

région dans un communiqué. Ils ont été acheminés vers des centres d'hébergement, en

I1e-de-France essentiellement.

"Tous feront l'objet d'un suivi et d'un accompagnement social adaptés à leurs besoins.

Le gouvernement reste pleinement mobilisé pour offrir un accueil digne à chacun et que

personne ne reste sans solution d'hébergement dans notre pays", a assuré dans un

communiqué la ministre du Logement Emmanuelle Cosse, qui était présente lors de

l'évacuation.

L'opération, qui avait débuté vers 06H00, s'est terminée aux alentours de midi, le

temps de trouver un point de chute aux derniers migrants dont le nombre s'est révélé

plus important que prévu. Le dernier pointage effectué dimanche faisait en effet état de

seulement "400 à 700 personnes", selon la préfecture, notamment des Soudanais et

des Afghans.

Une bonne centaine de "personnes vulnérables" (femmes et enfants notamment) ont

été prises en charge par la ville de Paris.

"On est contents de partir", expliquait Moustafa, un Afghan de 24 ans installé ici depuis

un mois, "il y avait des bagarres tous les soirs sur le campement".

"Je préfèrerais rester à Paris, c'est là qu'il yale reste de la communauté, du travail ... ",

affirmait pour sa part Abdullah, lui aussi afghan. Il ne parle pas français mais

n'envisage pas de passer en Grande-Bretagne.

Sur le terre-plein coincé entre les deux axes du boulevard et écrasé par la voie du

métro aérien, les tentes serrées, les matelas et les couvertures de survie près des

poubelles débordant de détritus témoignaient de conditions de vie très dégradées.

- 'Pas les mêmes' qu'en mars -

L'idée était qu'ensuite, ces migrants demandent l'asile à partir des centres où ils ont été

orientés, a indiqué sur place Jean-François Carenco, préfet d'I1e-de-France, en

soulignant le nombre important de primo-arrivants parmi les migrants évacués. "Ce ne

sont pas les mêmes" que lors des précédentes évacuations, a-t-il ajouté.

L'opération était menée par la ville de Paris, la préfecture de région et la préfecture de

police, avec des représentants de France terre d'asile, Emmaüs, de l'Ofii (Office français

d'intégration et d'immigration) ...

Au total, une vingtaine d'opérations de "mise à l'abri" de ce type ont été organisées à

Paris depuis le 2 juin 2015, date de l'évacuation du campement de La Chapelle tout

près de Stalingrad. Au total, "8.068 offres d'hébergements ont ainsi été proposées",

selon la préfecture.

La plus grosse opération était jusqu'alors celle menée en octobre au lycée désaffecté

Jean-Quarré, qui avait concerné 1.300 personnes environ.

Le campement de Stalingrad avait été évacué une première fois le 7 mars, puis le 30

mars, avant de se reformer.

Certains occupants sont partis il y a une dizaine de jours vers le lycée désaffecté Jean-

Jaurès, dans le XIXe arrondissement, dont le tribunal administratif a ordonné vendredi

l'évacuation, avec un délai de grâce de 72 heures.

"On l'évacuera quand on sera prêts", a estimé M. Carenco, affirmant qu"'il n'y a pas

besoin d'occuper un lycée pour que l'appareil d'État bouge".

Lundi soir, Anne Hidalgo a interpellé l'Etat en estimant qu'il ne fallait pas attendre

"qu'un campement se crée pour agir". "Pourquoi attendre une telle situation critique

pour tendre la main à ces personnes", indique la maire de Paris dans un communiqué,

"il est désormais impératif de changer de méthode. L'Etat doit accepter de proposer, au

fil de l'eau, des solutions d'hébergement aux réfugiés".

Mme Hidalgo affirme par ailleurs qu'il est "impératif d'ouvrir sans délai, dans toute la

France, des places" en centres d'accueil où peuvent aller des personnes prises en

charge à Paris. "Sans cette répartition territoriale équitable, leur insertion durable n'est

pas possible. Seul l'Etat peut conduire cette mobilisation nationale", conclut le

communiqué.

**PARIS, 9 avr 2016 (AFP) -** La Chapelle, Jean-Quarré, Stalingrad ... les évacuations de migrants se

sont multipliées à Paris depuis un an, sans parvenir à prévenir la reconstitution de campements qui

reflètent, comme à Calais, l'impact de la crise migratoire.

- Quel est le bilan des évacuations?

Depuis le 2 juin, date de la première évacuation sous la station de métro La Chapelle, 18 opérations

ont été menées. La dernière, le 30 mars, a concerné près d'un millier de personnes sous la station

Stalingrad.

A chaque fois le scénario est le même: épaulés par des travailleurs sociaux, les services de l'État, la

Ville de Paris et la préfecture de police arrivent à l'aube pour inciter les migrants à monter dans des

bus et quitter le campement pour des centres d'hébergement, où ils pourront rester un mois en

théorie.

Selon les pouvoirs publics, qui préfèrent parler de "mise à l'abri", près de 6.500 propositions

d'hébergement ont été faites, sans compter les 500 gérées par la ville pour les femmes et les familles.

- Où sont les migrants aujourd'hui?

Selon la préfecture, 3.080 sont toujours hébergés avec un "accompagnement individualisé" et 670 ont

préféré quitter leur lieu d'hébergement.

Du côté des associations, certains nuancent ce bilan "humanitaire". "Le bilan est complexe dans la

mesure où les exilés ont été éparpillés dans maints lieux différents, certains corrects et d'autres

infâmes", assure-t-on au Comité de soutien La Chapelle. Tous les centres ne ressemblent pas à Jean-

Quarré.

De plus l'hébergement est parfois délaissé à cause de sa localisation. "Certains ont été mis à l'abri sur

des sites qui leur semblent trop éloignés de Paris, et tentent une deuxième chance", explique François

Dagnaud, le maire PSdu XIXe arrondissement.

- Les migrants de Calais sont-ils ceux de Paris?

"Paris est une base arrière assez évidente et les réseaux de passeurs ont repéré le truc", ajoute M.

Dagnaud.

Certains migrants "font l'aller-retour, ce n'est pas nouveau. C'est la raison pour laquelle les

campements ne sont jamais très loin de la gare du Nord", ajoute-t-il.

Le récent démantèlement d'une partie de la "Jungle" de Calais a pu jouer: "Le rythme s'accélère, je

pense qu'il ya un déport important de gens qui étaient à Calais et qui viennent à Paris", avait estimé

Sophie Brocas, secrétaire générale de la préfecture d'I1e-de-France, lors de l'évacuation du campement

Stalingrad.

Pour Aurélie El Hassak-Marzorati, la directrice générale adjointe d'Emmaüs solidarité, les "retours de

Calais" ne sont toutefois pas majoritaires. "A un moment, on estimait leur proportion à 10%", expliquet-

elle, le reste étant constitué par des arrivées de province, des retours de centre d'hébergement et

"beaucoup de primo-arrivants".

Les migrants évacués à La Chapelle étaient surtout soudanais et érythréens. Mais "depuis quelques

mois, on voit arriver des Afghans à Paris", souligne Didier Leschi, le directeur général de l'Ofii (Office

français de l'immigration et de l'intégration).

Autre phénomène nouveau: la présence, sur les campements, de demandeurs d'asile déjà engagés

dans une démarche, voire de réfugiés statutaires.

Selon le décompte de la préfecture, 630 personnes ont ainsi été orientées vers des structures pour

demandeurs d'asile et 131 réfugiés vers un logement.

- De nouveaux campements vont-ils se reconstituer?

"II est évident qu'un démantèlement ne peut pas ne pas avoir de répercussions, ces gens-là ne

disparaissent pas", estime M. Dagnaud.

Même si elle n'est pas la destination favorite des migrants, la France ne peut s'extraire de la crise

migratoire qui a vu un million de personnes arriver en Europe l'an dernier.

Le campement de Stalingrad, objet d'une première évacuation le 7 mars, s'est ainsi reconstitué en trois

semaines. Et dès cette semaine, plusieurs dizaines de personnes avaient commencé à se réinstaller

chaque soir près de l'emplacement évacué.

PARIS, 31 mai 2016 (AFP) - Un camp humanitaire pour réfugiés à Paris, aux normes de l'ONU:

c'est le projet choc annoncé mardi par Anne Hidalgo qui, s'inspirant de Grande-Synthe, compte passer

à la vitesse supérieure, quitte à bousculer l'État sur l'accueil des migrants.

"Nous ne pouvons plus accepter la situation humanitaire et sanitaire" à laquelle les migrants sont

réduits sur les campements dans la capitale, a lancé la maire de Paris lors d'une conférence de presse.

Face à cette situation, "nous avons identifié plusieurs sites, notamment au nord de Paris, qui nous

appartiennent et sur lesquels nous pourrons installer un campement, un hébergement humanitaire", at-

elle ajouté.

Le choix devrait être annoncé "dans les jours qui viennent", et l'ouverture prendra ensuite "un mois à

un mois et demi", a-t-elle estimé. Le camp sera constitué d'hébergements "modulaires", qui "puissent

être installés rapidement" mais avec "tout le confort nécessaire".

Quant au dimensionnement, Mme Hidalgo a appelé au "pragmatisme" en estimant que le terrain

devrait être "suffisamment vaste pour accueillir plusieurs centaines de personnes".

Surtout, ce camp respectera les "conditions réglementaires" et "celles des camps de réfugiés et de

migrants édictées par l'ONU et le HCR" (Haut Commissariat pour les réfugiés), a-t-elle ajouté.

L'idée est que "nous ne voyions plus ces campements indignes" et que "les personnes qui arrivent

démunies ne soient pas contraintes d'aller sous des métros ou sur des sites", comme celui des Jardins

d'Eole, dans le XVIIIe arrondissement, où près de 800 personnes -- Soudanais et Afghans pour la

plupart -- ont planté leur tente.

Avec les pluies diluviennes de ces derniers jours, les conditions sanitaires se sont fortement dégradées

sur ce campement, dernier en date d'une longue série de squats installés puis démantelés dans la

capitale depuis un an.

- Solidarité -

Dans cette démarche, le modèle revendiqué est clairement celui de Grande-Synthe (Nord), où la

municipalité et Médecins sans frontières avaient ouvert leur propre camp de réfugiés en mars, malgré

les réticences des pouvoirs publics.

"Aujourd'hui l'Etat accompagne sa démarche et s'est joint à lui", a souligné Mme Hidalgo, alors que les

ministres de l'Intérieur et du Logement viennent tout juste d'acter, lundi, la reprise par l'Etat de la

gestion de ce camp.

Le maire écologiste Damien Carême "a refusé la fatalité" et "nous allons faire la même chose à Paris",

a-t-elle assuré, en soulignant son souhait que "l'Etat soit partenaire" du projet.

Au ministère de l'Intérieur, on a accueilli avec une certaine surprise le projet de Mme Hidalgo: l'Etat SE

prononcera "quand il aura pu prendre connaissance de ses objectifs, de son articulation avec le droit al

séjour et avec les dispositifs nationaux d'hébergement et d'asile", a-t-on indiqué.

L'initiative "relève de la libre administration des collectivités locales", a-t-on commenté au ministère.

L'Etat "prend ses responsabilités pour fluidifier un dispositif national cohérent", soulignait-on de même

source, en rappelant que 8.500 personnes ont été mises à l'abri depuis un an lors d'évacuations de

campements parisiens.

Paris connaît en effet un afflux de migrants en transit, notamment vers Calais, qui contribue à

engorger la demande d'asile et à saturer les structures d'hébergement. Il y a un mois, Anne Hidalgo

avait déjà tapé du poing sur la table en jugeant "impératif" de "changer de méthode".

Les associations impliquées dans l'accueil des migrants, qui avaient appelé à un "plan d'urgence" début

mai, ont salué mardi cette annonce.

"C'est une initiative positive. La mairie donne l'impulsion, il faut que l'Etat s'empare du sujet car

l'accueil des réfugiés est sa responsabilité", estimait Florent Gueguen, directeur général de la Fnars

(Fédération nationale des associations de réinsertion sociale).

Mais les associations en appelaient aussi à une multiplication de ce type d'initiatives ailleurs en France,

pour ne pas laisser Paris en première ligne. "Le dispositif doit être articulé avec l'ensemble des

capitales régionales", affirmait de son côté Pierre Henry, directeur général de France Terre d'asile,

évoquant une logique de "solidarité".

**PARIS, 4 juin 2016 (AFP) -** Le projet de camp humanitaire de réfugiés à Paris,

annoncé par la maire Anne Hidalgo mardi, pourrait voir le jour d'ici à la fin de l'été. En

voici les grandes lignes:

En quoi consiste le projet?

Il s'agit d'installer "un campement, un hébergement humanitaire" à Paris, selon Anne

Hidalgo, pour que "les personnes qui arrivent démunies ne soient pas contraintes d'aller

sous des métros ou sur des sites comme celui que nous connaissons à Eole".

"Identifié, estampillé, aux normes", il doit offrir à la fois un accueil de jour et un

hébergement, car "nous ne pouvons plus accepter la situation humanitaire et sanitaire

à laquelle ces personnes sont réduites aujourd'hui", a-t-elle expliqué.

Où sera-t-il installé?

Si le choix n'est pas arrêté, trois sites sont encore en lice, dans les 18e, 1ge et 20e

arrondissements: tous dans le nord de Paris, car c'est là que se sont reconstitués les

campements depuis un an, "autour de l'axe Gare du nord/La Chapelle" d'où les

migrants partent pour Calais, explique-t-on à la mairie de Paris.

Le choix, attendu au cours de la semaine, se fera en fonction de la taille, l'accessibilité,

la sécurité ... avant un début de travaux en juin et une ouverture prévue "courant ou fin

de l'été 2016".

Un seul camp est prévu mais "s'il faut plusieurs sites au nord et au sud nous irons sur

plusieurs sites", a indiqué Mme Hidalgo.

Comment sera-t-il aménagé?

Anne Hidalgo a plusieurs fois cité l'exemple de Grande-Synthe, cette ville du Nord où le

maire écologiste et Médecins sans Frontières ont *ouvert* en mars un camp de réfugiés

constitué de petits cabanons.

Mais pour le projet parisien, l'habitat, modulable, sera sans doute plutôt "une

déclinaison de ce que nous faisons pour les sans-abri à proximité du Bois de Boulogne",

souligne-t-on à la mairie. On étudie donc la possibilité d'abris *avec* des chambres de

trois à quatre personnes, des espaces de *vie* collectifs, une structure permettant un

bilan de santé ...

Anne Hidalgo a promis que ce camp respecterait les conditions réglementaires mais

aussi "les principes édictés par l'ONU et le HCR" -- des normes qu'il faudra sans doute

adapter à la situation d'une capitale occidentale.

En termes de capacité, la jauge devrait tourner autour "de 500 à 1.000 personnes",

explique-t-on à la mairie. L'ouverture se fera de façon progressive *avec* "d'abord 100 ou

200 personnes", avant une montée en puissance.

Quel sera le coût?

Si elle n'a pas encore été chiffrée, dépendant notamment du site choisi, la facture

tournera sans doute autour de plusieurs millions d'euros.

"La ville souhaite que l'Etat prenne en compte le financement", mais si ce n'est pas le

cas "elle prendra ses responsabilités", assure-t-on à la mairie.

Qui pourra être hébergé?

La mairie promet qu"'il n'y aura pas de sélection" à l'entrée. Le site permettra d'orienter

les migrants en fonction de leur parcours vers des structures adaptées (centre pour

demandeur d'asile, pour mineur non-accompagné ... )

Lieu d'accueil et d'orientation, loin de la logique d'un centre de rétention donc, mais "le

but n'est pas que cela devienne un habitat durable", souligne-t-on à la mairie.

Quel rôle pour les associations?

Si la mairie travaille avec Aurore, Emmaüs et France terre d'asile à l'élaboration du

projet, elle souhaite également s'appuyer sur l'expérience d'ONG de type Croix rouge

ou Médecins du monde pour ce qui est de la gestion.

"Evidemment on associera au projet l'Ofii (Office français d'immigration et

d'intégration) et l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides)",

assure-t-on à la ville.

**PARIS, 17 juin 2016 (AFP) -** Ils sont devenus, au fil des campements, un maillon discret et

incontournable de l'aide aux migrants: à l'heure où Paris s'apprête à ouvrir un camp de réfugiés, les

bénévoles ne veulent être ni oubliés, ni récupérés.

"Des bénévoles étaient sur place dès le premier campement", sous le métro aérien La Chapelle, évacué

en juin 2015, rappelle à l'AFP Aubépine Dahan, membre du Collectif parisien de soutien aux exilés

(CPSE). "Petit à petit, un collectif très informel s'est organisé".

Si l'attention médiatique s'est focalisée, surtout au début, sur les plus radicaux, une grande partie des

bénévoles sont de simples riverains, parents d'élèves, tenants de la "main tendue" aux migrants, à

contre-courant de l'exaspération que provoquent parfois ces campements dans le voisinage.

Lorsque celui des Jardins d'Eole s'est reformé au début du mois dans le XVIIIe arrondissement, "de

100 à 200 personnes" se sont ainsi mobilisées pour apporter leur aide aux réfugiés.

Ravitaillement, distribution de vêtements, accompagnement à la préfecture ou à l'hôpital ... ces

bénévoles, fédérés en simples collectifs pour la plupart, se relayaient sur le campement insalubre.

Certains n'ont pas hésité à mettre la main à la poche pour acheter des tentes.

- "Précieux" -

"Ils sont extrêmement précieux parce qu'ils nous font remonter des situations préoccupantes que notre

maraude ne peut pas repérer, n'étant pas sur place 24 heures sur 24", explique Aurélie El Hassak-

Marzorati, directrice générale adjointe d'Emmaüs Solidarité, qui résume: "Aujourd'hui, avec les moyens

qu'on a, sans les bénévoles, on ne serait rien".

Ce dont les collectifs ont bien conscience. "On est une sorte de main d'oeuvre gratuite", avance Benoît

Alavoine, de l'association Quartiers solidaires, qui a récupéré 110 tentes après l'évacuation d'Eole.

La ville de Paris a en effet laissé le temps aux bénévoles de ramasser le matériel en bon état, et prêté

un local pour l'entreposer.

"La mairie nous considérait un peu comme ses collègues", raconte aujourd'hui Aubépine Dahan, qui

ajoute: "on n'est pas très satisfaits de ça".

Car la philosophie de l'engagement citoyen regimbe devant les logiques administratives. Le discours

est généralement sévère envers les pouvoirs publics, et certaines revendications -- droit d'asile pour

tous, liberté de circulation -- pas franchement dans la ligne gouvernementale. Bref, l'idée d'une

récupération fait grincer des dents.

"On est pris entre cette crainte et le fait qu'on trouve la situation dégueulasse", explique Loïc Horellou,

un riverain d'Eole, qui témoigne d'une situation parfois ubuesque: "MSF est venu nous proposer du

matériel ... ce n'est pas à nous de gérer".

- "Etape" -

Alors que la ville de Paris s'apprête à ouvrir un camp de réfugiés, les bénévoles saluent une initiative

qui pourait "déjouer les angles aveugles des campements", en donnant le temps aux migrants de

réfléchir à ce qu'ils veulent plutôt que de monter dans des bus à l'aube, vers des lieux qui ne

s'inscrivent pas forcément dans leur parcours migratoire, explique Benoît Alavoine.

D'où l'idée de s'impliquer: "La non-gestion qui fait office de politique est assez terrible, et c'est sur cela

qu'on veut travailler", dit-il.

Comment? "On ne souhaite pas être associés à la gestion" du camp, "mais à la conception, pourquoi

pas?", ajoute Aubépine Dahan, qui voit dans la démarche de la mairie "une étape", un "moins pire",

même si "derrière toute la filière est bloquée", avec l'engorgement du dispositif d'asile.

"II Y a beaucoup de bénévoles qui se sont impliqués, qui sont très présents et avec qui nous souhaitons

travailler", assure Dominique Versini, l'adjointe à la maire Anne Hidalgo chargée de la solidarité, en

affirmant que le centre visera à "une mise à l'abri inconditionnelle" des migrants.

La crainte des bénévoles est pourtant que le dispositif ne soit "sous-dimension né" et "géré comme les

centres d'urgence actuels", explique Loïc Horellou. Or "on sait que les réfugiés reviennent, quitte à

dormir dehors", dit-il.

Jeudi, près de 400 migrants ont été évacués d'un nouveau campement de fortune installé près du

métro La Chapelle

**PARIS, 4 nov 2016 (AFP) -** Dans la foulée du démantèlement de la "Jungle" de Calais, le camp de

migrants du nord-est de Paris a commencé à être évacué dans le calme vendredi à l'aube, une

opération record pour un campement de plus de 3.000 personnes.

Sac sous le bras, les uns terminant une toilette sommaire, se brossant les dents sur un bout de

trottoir, les autres déjà prêts, attendant patiemment de monter dans un bus, les hommes, les femmes

et les enfants qui occupaient ce campement, devenu le plus gros bidonville de France après

l'évacuation de celui de Calais, ont été réveillés avant 06H00.

"On emmène les gens où ? A Paris ou en province ?" s'inquiète Abderrahmane, 19 ans, Guinéen.

"Je n'ai aucune idée de où on va. A Paris, à côté, ça me va. L'important pour moi, c'est d'avoir des

papiers. Ca fait un mois que j'étais ici dans une tente, c'est bien de partir", explique Khalid, 28 ans.

Sur place, la ministre du Logement Emmanuelle Cosse a confirmé que l'évacuation concernait "entre

3.000 et 3.500 migrants". "On a les places pour héberger tout le monde ( ... ) Ca se passe bien, il ya

peu de familles", a-t-elle déclaré à l'AFP.

Près de 600 membres des forces de l'ordre étaient mobilisés sur place, selon la préfecture de police de

Paris.

Le préfet de la région Île-de-France Jean-François Carenco, a également insisté sur le fait que "c'est

une grosse opération", qui vise à orienter ces plusieurs centaines de personnes vers 74 centres

d'hébergement en I1e-de-France, plus des gymnases.

Quelque 80 bus devaient faire les rotations vers ces centres. Le premier est parti vers 06H20, a

constaté une journaliste de l'AFP.

Cette opération, qui intervient dans la foulée du démantèlement de la "Jungle" de Calais, devrait établir

un nouveau record, par le nombre de migrants concernés, dans l'histoire des quelque 30 évacuations

menées à Paris depuis un peu plus d'un an par les pouvoirs publics.

Déjà évacué à plusieurs reprises, le campement s'était reconstitué rapidement au cours des dernières

semaines, disséminé sur plusieurs centaines de mètres, sous le métro entre les stations Jaurès et

Stalingrad, près du canal Saint-Martin et surtout sur le terre plein de l'avenue de Flandres transformé

en campement insalubre.

Soudanais, Afghans et Érythréens s'étaient installés dans une myriade de tentes, sur des matelas voire

pour les moins chanceux à même le sol, dans des conditions sanitaires et humaines très dégradées. Il

y a quelques jours, "une cinquantaine de cas suspects de varicelle" avaient été signalés selon la

préfecture, sans qu'il y ait d'urgence sanitaire selon elle.

- record -

Ce campement avait déjà connu deux évacuations record ces derniers mois, le 26 juillet (près de 2.500

mises à l'abri) et le 16 septembre (près de 2.100). Au total, près de 20.000 prises en charge avaient

été faites par les pouvoirs publics avant l'opération de vendredi.

Mais les évacuations s'étaient ralenties avec l'été, cédant le pas à des contrôles policiers visant à

"préserver la salubrité et l'ordre public", mais vivement dénoncés par les collectifs de soutien.

Depuis juin 2015, les campements se sont régulièrement reconstitués dans les quartiers proches de la

gare du Nord, alimentés par des arrivées depuis la Méditerranée et des aller-retours entre la capitale et

Pour plusieurs associations, le grossissement de Stalingrad s'expliquait d'ailleurs par des reports depuis

la "Jungle", avec l'arrivée de migrants cherchant un passeur pour la Grande-Bretagne. Une thèse

réfutée côté gouvernemental, où l'on met en avant les migrants venant sur ces campements dans

l'attente d'une évacuation.

Pour empêcher la reconstitution de ces campements, la maire de Paris, Anne Hidalgo, a décidé au

printemps d'ouvrir un "centre d'accueil humanitaire" dans la capitale. Doté de 400 lits au départ, il

accueillera les migrants quelques jours, avant de les répartir en CAO. Mais l'évacuation du campement

est un préalable à son ouverture, sans quoi des centaines de personnes à la rue risqueraient de se

presser à ses portes dès le premier jour.

PARIS, 10 nov 2016 (AFP) - Près de 80 migrants ont été accueillis jeudi au centre humanitaire qui a

ouvert ses portes dans la matinée à Paris, avec pour objectif de mettre fin aux incessantes

reconstitutions de campements indignes dans la capitale.

A l'initiative du projet, la maire de Paris Anne Hidalgo avait posé comme condition à cette ouverture,

pour ne pas saturer immédiatement le nouveau centre, le démantèlement préalable du campement de

migrants près du métro Stalingrad, dans le nord-est de Paris, devenu le plus grand bidonville de France

après l'évacuation de la "Jungle" de Calais.

Au cours d'une opération record dans la capitale, plus de 3.800 migrants qui vivaient dans des

conditions d'hygiène très dégradées ont ainsi été évacués vendredi de ce campement, pour être

conduits dans des centres d'hébergement en I1e-de-France. Et le centre humanitaire a pu ouvrir jeudi

matin.

"C'est bien ici", décrit Thierno Diallo, un Guinéen de 31 ans, bonnet sur la tête, qui patiente à

l'intérieur. "J'en ai entendu parler dans les médias, je suis arrivé tout à l'heure. J'étais à Créteil depuis

sept mois, je dormais dans la rue. J'espère avoir un hébergement", dit-il.

"Vingt-cinq personnes vont être hébergées ce soir sur place. On est dans les volumes qu'on avait

prévus", a dit à l'AFP Bruno Morel, directeur général d'Emmaus solidarité, l'association qui pilote le

centre. "Beaucoup sont arrivés amenés par des maraudes. Dans les prochains jours ça va être le

bouche à oreille."

Les migrants accueillis dans le centre, d'une capacité de 400 personnes, ne doivent y séjourner que

quelques jours avant d'être réorientés en régions vers des Centres pour demandeurs d'asile (Cada)

pour ceux dont la demande d'asile est en cours, ou vers des Centre d'accueil ou d'orientation (CAO)

pour ceux qui n'ont pas fait de demande.

"Dès la semaine prochaine, il y aura des départs de ce site vers des CAO de province", a souligné

Patrick Vieillescazes, chef du cabinet du préfet d'Île-de-France, qui décrit le centre comme un "sas de

répit et d'orientation".

"Des places d'hébergement se libèrent chaque jour", a-t-il expliqué. Selon lui, sur les 3.800 personnes

du campement de Stalingrad mises à l'abri vendredi, plus de 850 ont été orientées vers des lieux

d'hébergement hors de l'iie-de-France.

M. Vieillescazes estime que cette "fluidité" de Paris vers la province permettra le bon fonctionnement

du centre.

- "Digne" -

La structure devrait accueillir entre 50 et 80 personnes par jour, soit le nombre estimé d'arrivées

quotidiennes de migrants à Paris.

Les hommes isolés pourront être hébergés sur le site et les mineurs isolés seront transférés vers des

structures de la ville de Paris. Les femmes et les familles seront accompagnées en navette vers des

lieux d'accueil spécifiques, avant l'ouverture d'un autre centre de 400 places destiné à ces "publics

vulnérables" à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) "début 2017", selon Bruno Morel.

"Je suis très heureuse parce qu'enfin on peut proposer un accueil digne et professionnel aux migrants

qui arrivent à Paris. Pour la première fois aujourd'hui ces gens ne vont pas se poser dans la rue mais

vont pouvoir être accueillis", s'est félicitée sur place Dominique Versini, adjointe à la maire de Paris.

C'est un "lieu tout à fait sécurisant, pas un lieu policier, géré par l'association Emmaüs avec les

organismes de l'État qui se consacrent aux demandes d'asile, a-t-elle ajouté. Les migrants n'ont pas de

raison d'avoir peur".

Ce projet, d'un coût de 16,4 millions d'euros (investissement et fonctionnement), vise à mettre fin à un

cycle de démantèlement et de reconstitution de camps à Paris. Au total, plus de 21.000 migrants ont

été mis à l'abri au cours d'une trentaine d'opérations depuis plus d'un an dans la capitale.

Composé de structures modulaires démontables et comptant 120 salariés plus 500 bénévoles, le centre

devrait être transposé ailleurs d'ici 18 mois, le site étant destiné à accueillir des bâtiments

universitaires.

PARIS, 19 nov 2016 (AFP) - Dix jours après son ouverture, le centre de premier accueil pour migrants de Paris prenait sa vitesse de croisière, avec 400 personnes hébergées, et un pari de fluidité à tenir pour empêcher la reconstitution de campements.

"La nuit dernière, 399 places étaient occupées sur les 400 disponibles. Nous avons accueilli 529 personnes au total", explique à l'AFP Bruno Morel, le directeur général d'Emmaüs solidarités chargé de la gestion du centre, qui assure qu'"il n'y a pas d'engorgement" et se dit "ravi des premiers résultats".

Dans cet ancien entrepôt situé porte de la Chapelle, dans le nord de la capitale, Soudanais, Erythréens et Afghans souhaitant demander l'asile en France peuvent "se poser" pendant 5 à 10 jours, avant d'être réorientés vers des structures plus pérennes.

Les enfants et adolescents sont envoyés vers le dispositif d'accueil pour mineurs, les femmes et familles vers un centre à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), en attendant l'ouverture en janvier d'un centre spécialisé à Ivry-sur-Seine.

Baharaldin fait partie des premiers arrivés dans ce "camp humanitaire", qui a ouvert le 10 novembre à l'initiative de la Ville de Paris. Dans le réfectoire bien chauffé où il s'attarde après le repas, il raconte comment il s'est retrouvé ici "parce que des amis m'ont téléphoné pour me dire que le centre avait ouvert".

Le Soudanais de 23 ans, arrivé en France début novembre, a rempli son dossier en préfecture le matin même, en vue d'une demande d'asile -- "en France plutôt qu'en Allemagne, où les démarches sont trop longues". Il s'apprête à quitter le centre "d'ici trois jours", et s'en réjouit, convaincu d'"apprendre la langue en trois mois", de "trouver un métier" et de "refaire sa vie" dans ce pays qui rime pour lui "avec égalité".

Au total, 180 personnes avaient quitté le centre vendredi, sur la base d'entretiens menés avec les travailleurs sociaux d'Emmaüs. Les migrants ont été orientés vers des centres d'accueil et d'orientation (CAO) créés par l'Etat, pour les migrants de Calais à l'origine, ou vers des Centres d'hébergement d'urgence pour migrants.

- "Engagement citoyen" -

Un rythme qu'il faudra tenir pour empêcher tout engorgement, qui risquerait d'entraîner la reconstitution de campements. Avec un rythme de 60 à 80 arrivées par jour en période hivernale, le pari semble gagnable aux gestionnaires.

Ce centre modèle, pensé pour briser le cycle des démantèlements/reconstitutions de campements de rues qui s'emballe depuis un an et demi, permet aux migrants de souffler, avec des chambres de quatre personnes, une laverie, des consultations médicales, et jusqu'à des appareils de musculation et des tables de ping-pong à l'extérieur.

Aux côtés de 120 salariés, quelque 500 bénévoles se relaient pour faire tourner le projet. Traduction, accompagnement... Inga s'est retrouvée à la laverie où sont distribués les vêtements. "Les chaussures en 42/43, il n'y en a plus, et on manque de manteaux" s'inquiète la bénévole, venue ici "par engagement citoyen".

Mais le projet s'attire aussi des critiques de certains collectifs, qui parlent de "centre de tri".

"Beaucoup de migrants se méfient, car il y a peu d'information sur les risques de renvoi vers un autre pays européen pour ceux qui y ont laissé leurs empreintes, et certains préfèrent ne pas y aller", assure une bénévole du Collectif parisien de soutien aux exilés.

Selon elle, "ce qui empêche des campements de se reconstituer n'est pas le centre, mais la présence policière agressive dans le quartier de La Chapelle ou de Stalingrad".

Des critiques contestées du côté du camp humanitaire. "Si on a refusé des gens, c'était à la marge, parce qu'il étaient arrivés après 18 heures", explique M. Morel, qui assure qu'"on n'envoie personne à la police".

On est encore en période de rodage, plaide-t-il, tandis qu'à la préfecture de région, on parle d'"améliorations dans doute à faire". "Il faut voir comment on gère le petit volant de gens qui arrivent après la fermeture", indique-t-on notamment du côté de la Ville.

cg/epe/kp